



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40012 MONT-DE-MARSAN

Mont-de-Marsan, le 18 mars 2026

Références : DREAL/2026D/2226
Code AIOT : 0100309902

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 février 2026

Contexte et constats

DE GOROSTARZU François-Louis

998 lieu-dit Bastot
40230 Saubrigues

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 février 2026 de l'établissement exploité par Monsieur DE GOROSTARZU François-Louis et implanté au 998 lieu-dit Bastot sur la commune de Saubrigues. Cette partie « Contexte et constats » n'est pas publiée sur le site internet Géorisques. Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

DE GOROSTARZU François-Louis
998 lieu-dit Bastot – 40230 Saubrigues
Code AIOT : 0100309902
Régime : Néant
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

Il s'agit d'une installation illégale d'entreposage de véhicules hors d'usage et de différents déchets.

Contexte de l'inspection :

- Suite à la saisine de la gendarmerie de la commune de Soustons, intervenue sur site le 11 février 2026 avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) pour un départ de feu domestique.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement Article L. 512-7	Mise en demeure, Mesures conservatoires	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit évacuer tous les véhicules hors d'usage et autres déchets présents sur les parcelles cadastrées A 735, A 738 et A 743 de la commune de Saubrigues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évacuation des déchets et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 512-7
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Prescription contrôlée : <p>I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection des parcelles cadastrées A 735, A 738 et A 743 de la commune de Saubrigues, au 998 lieu-dit Bastot, sur une superficie d'environ 1 000 m², il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">- la présence de 24 véhicules immobilisés en attente de réparation ou de destruction, avec des assurances non à jour, immatriculés comme il suit :<ul style="list-style-type: none">• véhicule Santana immatriculé BT-436-MD,• véhicule 406 Peugeot immatriculé EB-787-XD,• véhicule BM730 immatriculé DH-001-EH,• véhicule Renault Trafic immatriculé CZ-338-GV,• véhicule combi Volkswagen immatriculé CL-645-JN,• véhicule Citroën Visa immatriculé DL-834-PT,• véhicule Renault R9 immatriculé 6463-QS-40,• véhicule Renault Espace immatriculé GG-153-TF,• véhicule Renault Goélette immatriculé EK-105-RM,• véhicule Peugeot 307 immatriculé BD-076-YZ,• véhicule Bolloré électrique immatriculé EF-427-LN,• véhicule Nissan Patrol immatriculé 6616-PM-40,• véhicule Volvo immatriculé DA-620-MF,• véhicule Jeep Cherokee immatriculé CK-315-QP,• véhicule Suzuki Santana immatriculé BC-726-MY,• véhicule micro-car immatriculé BG-871-XP,• véhicule micro-car immatriculé AE-713-LC,• véhicule micro-car non immatriculé,• véhicule micro-car immatriculé CB-406-TS,• véhicule Volkswagen Golf immatriculé EV-961-YT,• véhicule Citroën dyane immatriculé 712-ML-40,• véhicule Renault Trafic immatriculé CV-292-MM,

- véhicule Renault Trafic immatriculé CN-679-DT,
- véhicule Volkswagen caravelle immatriculé DM-475-ED.

- la présence de 3 Scooters en attente de réparation ou de destruction, avec des assurances non à jour, immatriculés comme il suit : AY-981-RP, EW-607-KS, 7526-YM-64.

- la présence d'1 kart et de 2 quads hors d'usage.

Par ailleurs, il a été constaté la présence sur les parcelles au sol de tas de pneus, de pièces mécaniques, de ferrailles et de déchets divers.

Or, Monsieur DE GOROSTARZU ne **dispose d'aucune autorisation préfectorale** (rubrique 2712, activité soumise à enregistrement au-delà de 100 m²) pour entreposer tous ces véhicules hors d'usage et ces déchets.

D'après les documents d'urbanisme (PLU de Saubrigues), les parcelles concernées sont situées en zone A (zone agricole) ou N (zone naturelle et forestière) où une telle activité n'est pas autorisée. Monsieur DE GOROSTARZU ne peut donc pas régulariser la situation administrative de cette activité et se trouve dans l'obligation d'évacuer tous les véhicules hors d'usage et autres déchets présents sur les parcelles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de cesser immédiatement ses activités de stockage et de démontage de véhicules hors d'usage.

L'exploitant procède à l'évacuation, sous un **délai n'excédant pas trois mois**, de l'ensemble des véhicules hors d'usage et des autres déchets présents sur son site vers des installations dûment autorisées à les recevoir et transmet, sous le même délai, les justificatifs de cette évacuation (factures, bordereaux de suivi de déchets, etc.) à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, Mesures conservatoires

Proposition de délais : 3 mois